

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 Beauvais

Beauvais, le 07/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV NORD EST**

Le Champard - CD12  
60510 Rochy-Condé

Références : IC-R/0201/24-BV/VM  
Code AIOT : 0005106740

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Le Champard - CD12 60510 Rochy-Condé. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORD EST
- Le Champard - CD12 60510 Rochy-Condé
- Code AIOT : 0005106740
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SITA OISE exploite un centre de transit de déchets issu de la collecte sélective de

déchets ménagers et industriels, et un quai de transfert de déchets.

Les installations du site de Rochy-Condé sont réglementées par arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.4.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Risque foudre	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux relatifs à la protection contre la foudre ont été réalisés. Ces installations devront faire l'objet d'un suivi rigoureux au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'exploitant a fait le choix de mettre en place une réserve incendie de 365 m<sup>3</sup>, équivalente au bassin présent sur le site. Le bassin jusque là utilisé pour la réserve incendie servira d'exutoire pour les eaux pluviales.

Suite à la visite, il reste encore le problème de gestion des eaux de plateforme compte tenu de la présence d'alvéoles DIB et OMR. La mise en place de la couverture sur ces alvéoles a posé des interrogations sur la stabilité des supports. Le Directeur d'agence évoque les difficultés rencontrées pour trouver une société qui s'engage sur la tenue des couvertures. Un contrat de vente a été signé avec un délai de livraison.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'inspection du 26 janvier 2023, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle étude technique foudre par le bureau VERITAS le 11 avril 2023. La société SASU PLUS HO a transmis un devis de travaux au regard de l'étude technique le 29 mai 2023.</p> <p>Les travaux ont été réalisés par la société PLUS HO. Mise en place de la prise de terre paratonnerre, mise en place d'un parafoudre sur le TGBT, remplacement du compteur de foudre. La société PLUS HO est certifiée Qualifoudre sous le numéro 2340219814243.</p> <p><b>Ce point est conforme à la prescription.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Sans objet</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection du 26 janvier 2023, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle étude technique foudre par le bureau VERITAS le 11 avril 2023. La société SASU PLUS HO a transmis un devis de travaux au regard de l'étude technique le 29 mai 2023.</p> <p>Les travaux ont été réalisés par la société PLUS HO. Mise en place de la prise de terre paratonnerre, mise en place d'un parafoudre sur le TGBT, remplacement du compteur de foudre. La société PLUS HO est certifiée Qualifoudre sous le numéro 2340219814243.</p> <p>Le carnet de bord est rempli par le responsable du site.</p> <p>La vérification visuelle, annuelle par un organisme compétent est à prévoir.</p> <p><b>Ce point est conforme à la prescription.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet,</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Localisation des points de rejet**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.4.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, types d'effluent, ouvrages d'épuration, caractéristique de rejet au milieu</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– pour les eaux pluviales de toiture, dans un bassin étanche avant d'être dirigées vers un bassin d'infiltration localisé à l'intérieur du site à l'entrée du site ;</li> <li>– pour les eaux pluviales de voirie, dans un bassin étanche après avoir été traitée au préalable par un débourbeur / déshuileur, puis elles sont dirigées vers un bassin d'infiltration localisé à l'intérieur du site à l'entrée du site ;</li> <li>– pour les eaux de process issues du quai de transfert et du centre de tri, dans une citerne béton de 100 m<sup>3</sup> à l'aide d'une pompe de relevage, après avoir été traitées au préalable par un débourbeur. Ces eaux sont traitées dans un centre dédié à cet effet ;</li> <li>– pour les eaux vannes, dans une fosse septique qui est vidangée, en tant que de besoin, par une société spécialisée.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 26 janvier 2023, l'inspection avait contrôlé la localisation des points de rejet. Plusieurs non conformités et la confusion entre le bassin de récupération des eaux pluviales et le bassin incendie avaient été constatées.</p> <p>1/ concernant le bassin incendie. L'exploitant a fait le choix de mettre en place une bâche souple incendie de 365 m3, située sur l'emprise d'un espace vert. Ce volume correspond aux besoins en eau pour le site.</p> <p>L'aire dédiée au stationnement du camion pompe n'a pas été matérialisé au sol.</p> <p><b>Demande de justificatif :</b> L'exploitant matérialisera l'aire de stationnement du camion pompe et fera réceptionné l'ensemble par la centre de secours le plus proche. Une photo et le PV de réception du centre de secours seront transmis à l'inspection sous un mois.</p> <p>2/ concernant la gestion des eaux, sur la plateforme, plusieurs casiers sont dédiés à du stockage DIB, OMR. Ces casiers génèrent des eaux suspectes qui ne peuvent transités via les réseaux d'eaux pluviales.</p> <p>Par courrier du 13 septembre 2023, M. Soucq, Directeur d'agence s'était engagé à faire appel à un architecte pour couvrir les alvéoles d'entreposage des déchets ménagers susceptibles de produire des eaux de process. Ce courrier sollicitait une prolongation de délai jusqu'au 31 mars 2024 pour réaliser l'ensemble des travaux nécessaires à la mise en conformité.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, M. Soucq explique les difficultés rencontrées lors des études concernant la garantie de stabilité des structures, le retrait de l'architecte sur le sujet et la difficulté pour trouver une entreprise qui assure la mise en place et la tenue des structures. M. Soucq remet à l'inspection le contrat signé d'une entreprise pour la réalisation des travaux avec une date de début de montage au 19 août 2024 et une fin de travaux semaine 37.</p> <p><b>Non conformité :</b> Le constat de la mauvaise gestion des eaux date du 31 janvier 2023. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2023 fixait un délai pour lequel la demande de prolongation du délai avait été prise en compte. Considérant que les travaux ne sont pas réalisés à ce jour, l'inspection propose un arrêté préfectoral d'astreinte assorti d'un délai supplémentaire compte tenu du contrat signé remis lors de la visite d'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition :</b> L'inspection propose une astreinte avec sursis L'exploitant transmet sous un mois Photo + PV de réception du centre de secours</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Emissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques d'envols et de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p>

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.{...]

**Constats :**

Lors de la dernière visite, malgré l'intervention mensuelle de la société de dératisation l'inspection constatait la présence de nombreux rongeurs aux abords des quais de déchargement du transfert.

Depuis octobre 2023, la société DERATIS intervient tous les quinze jours. La méthodologie de traitement a évolué pour permettre d'éradiquer les rongeurs. La société dépose le traitement directement dans les trous des terriers.

Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas vu de rats. Une présence importante de pigeons est constatée sur le site.

L'inspection constate la présence d'un stockage important de collecte sélective dans un casier en extérieur. L'exploitant réalise des opérations de transfert de la collecte sélective pour le compte du SMDO. L'exploitant évoque un problème au niveau du transport réalisé par la société Mauffrey. Aux horaires d'affluence les bennes de collecte des collectes sélectives déchargent en même temps. Quant la remorque FMA située au niveau du quai de transfert est pleine, il n'y a pas forcément un camion pour la déplacer et dans ce cas, les bennes de collecte sélective sont déchargées en extérieur. Ce stockage extérieur n'est pas rapidement évacué compte tenu des rotations de camions.

**Ce point est conforme à la prescription.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sans objet

**Type de suites proposées :** Sans suite